

Les Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie de Boïko Borissov et Un tel peuple existe de Slavi Trifonov au coude-à-coude après les élections législatives

Les Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB, qui signifie blason en bulgare), emmenés par l'ancien Premier ministre (2009-2013, 2014-2017 et 2017-2021) Boïko Borissov, et Un tel peuple existe (Ima takuv narod, ITN), parti populiste créé par le chanteur et présentateur de télévision Slavi Trifonov, sont arrivés tous deux en tête des élections législatives du 11 juillet en Bulgarie. Les deux partis se tiennent dans un mouchoir de poche : le GERB a recueilli 23,69% des suffrages et ITN 23,91% des voix. Le Parti socialiste (BSP) conduit par Korneliya Ninova a recueilli 13,51% des suffrages, suivi par la coalition libérale Bulgarie démocratique emmenée par Hristo Ivanov, qui rassemble 3 partis (Oui Bulgarie, les Démocrates pour une Bulgarie forte et les Verts), qui a obtenu 12,56% des voix.

Le Mouvement pour les droits et les libertés (DPS), parti représentant la minorité turque, dirigé par Mustafa Karadayi, a recueilli 10,66% des suffrages.

Enfin, la coalition Lève-toi Bulgarie ! Sortez les bandits ! (Izpravi se BG! Moutri van!) de l'ancienne *ombudsman* Maya Manolova et du Trio empoisonné (nom donné par le journaliste Sasho Dikov au trio composé par l'avocat Nikolai Hadjigenov, le sculpteur Velislav Minekov et le spécialiste des relations publiques et ancien journaliste de la radio, Arman Babikyan) a obtenu 5,06% des voix et sera donc représentée dans la prochaine Assemblée nationale (*Narodno sabranie*), chambre unique du Parlement.

Au total, 6 partis politiques ont obtenu des élus lors de ce scrutin dont les résultats ne sont pas très différents de celui du 4 avril dernier. Le parlement reste fragmenté, rassemblant partis traditionnels et formations protestataires.

La participation a été faible. Elle s'est élevée à 38,7 %. Cela a plusieurs raisons : les départs en vacances, l'augmentation du nombre de machines à voter qui a pu décourager certains électeurs notamment les plus âgés mais, également et surtout, la lassitude des Bulgares face à leur classe politique. Enfin, la forte abstention est également le résultat d'une baisse de l'achat de voix selon Parvan Simeonov, directeur de l'institut Gallup International en Bulgarie.

Résultats des élections législatives du 11 juillet 2021 en Bulgarie

Participation : 38,7%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages exprimés recueillis
Un tel peuple existe (Ima takuv narod, ITN)	645 129	23,91
Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB)	639 221	23,69
Parti socialiste (BSP)	364 545	13,51
Bulgarie démocratique	338 963	12,56
Mouvement pour les droits et les libertés (DPS)	287 712	10,66
Lève-toi Bulgarie ! Sortez les bandits ! (Izpravi se BG! Moutri van!)	135 630	5,06

Source : https://results.cik.bg/pi2021_07/rezultati/index.html

Les élections législatives du 11 juillet étaient le deuxième scrutin de ce type en trois mois en Bulgarie. Le précédent, organisé le 4 avril, n'avait en effet pas permis de dégager une majorité de gouvernement. Le président de la République, Roumen Radev, avait donné mandat à trois personnalités – Boïko Borissov, Slavi Trifonov et Kornelia Ninova – pour former un gouvernement. En vain. Ces 3 échecs avaient ouvert la voie à de nouvelles élections.

Roumen Radev avait dans l'intervalle nommé un gouvernement d'experts dirigé par Stefan Yanev, conseiller à la Défense du chef de l'Etat. Celui-ci a dénoncé « la corruption légalement camouflée » du gouvernement. « Je suis consterné par l'ampleur des mauvaises pratiques. Je ne m'attendais pas à ce que ce soit aussi dramatique » a déclaré Stefan Yanev, évoquant des « tentatives de sabotage » de la part de l'administration.

Le ministre de l'Intérieur, Boïko Rashkov, a affirmé que le gouvernement précédent avait placé sur écoute les responsables de partis politiques avant le scrutin du 4 avril.

Enfin, coup de grâce pour Boïko Borissov, le 2 juin, dans le cadre de la loi Magnitski qui gèle les avoirs aux Etats-Unis d'individus et d'entités que le pays juge suspects et qui leur interdit les transactions en dollars, Washington a annoncé la mise en place de sanctions

contre 33 sociétés et 21 personnalités bulgares, dont les hommes d'affaires Vasil Bozhkov et Delian Peevski, magnat des médias, par ailleurs ancien député du GERB, accusé de contrôler le parti en influençant la nomination de certains responsables comme le procureur général, « leur rôle dans la corruption ».

Certains ministres ont également accusé le gouvernement d'avoir attribué des contrats (d'une valeur de plus de 5 milliards \$) au cours des 2 dernières années sans processus concurrentiel. Le ministre de l'Economie, Kiril Petkov, a affirmé que la Banque bulgare de développement, contrôlée par l'Etat et dont le but est de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) avait distribué 500 millions € de prêts à seulement 8 sociétés, propriétés de 4 personnes.

7 sociétés auraient bénéficié en 2020 de 1,7 milliard € d'argent public, soit presque un quart des 7,1 milliards € destinés aux entreprises. Kiril Petkov a révélé que près de la moitié des marchés publics étaient attribués sans appel d'offres, que des avances avaient été versées par l'Etat à de grandes entreprises pour la construction de routes ou de barrages alors que les travaux n'ont même pas démarré et que les délais ont expiré.

« Ces élections législatives sont un prolongement politique au mouvement de contestation que connaît le pays depuis un an. Cela correspond aux aspirations

de la société qui veut mettre un terme au système de corruption qui tient le pays depuis 11 ans » a souligné Ivan Nachev, politologue à la Nouvelle université bulgare. « Les résultats du scrutin viennent confirmer la transformation du paysage politique » a indiqué son collègue Antony Todorov, qui a précisé que les 3 partis protestataires (Un tel peuple existe, Bulgarie démocratique et Lève-toi Bulgarie ! Sortez les bandits !) devaient tout tenter pour former une majorité. « S'ils renonçaient maintenant, ce serait une catastrophe pour eux » a-t-il affirmé. Il reste que ces 3 partis devront pour ce faire obligatoirement s'appuyer sur un autre parti pour parvenir à atteindre la majorité absolue qui leur permettrait de gouverner.

Slavi Trifonov a toujours refusé de s'allier aux partis traditionnels (GERB et Parti socialiste) qu'il qualifie de « partis du *statu quo* », ainsi qu'au Mouvement pour les droits et les libertés. Il se dit en revanche prêt à négocier avec les partis qui ont participé aux manifestations de mécontentement organisées à l'été 2020[1], soit Bulgarie démocratique et Lève-toi Bulgarie ! Sortez les bandits !

« Il est temps d'achever ce que nous avons commencé et changer totalement de modèle de gouvernance » a déclaré Slavi Trifonov à l'issue des résultats.

« Cette fois, un gouvernement sera formé » a affirmé Andrei Rachev. « La Bulgarie est à la traîne de l'Europe en matière de justice et de lutte contre la corruption.

Aujourd'hui, les gens ne veulent plus cela, ils veulent le changement. Les Bulgares s'europanisent » a-t-il ajouté.

Selon Boriana Dimitrova, directrice de l'institut d'opinion Alpha Research, la majorité à venir sera constituée par une « coalition fragile et instable ». « Si les partis choisissent de convoquer un nouveau scrutin législatif, ils seront sévèrement punis par les électeurs » a indiqué Julius Pavloff, directeur du Centre d'analyse et de marketing de Sofia.

Pour l'heure, au lendemain des élections législatives, nous savons bien qui ne gouvernera pas : le GERB, trop isolé, ne se maintiendrait pas au pouvoir. Mais il est bien difficile de dire qui gouvernera le pays.

Slavi Trifonov a répété qu'il ne souhaitait pas être Premier ministre, même en cas de victoire de son parti. « Le pouvoir n'est pas une fin en soi, je peux être responsable sans avoir de poste » a-t-il déclaré. De même, Tochko Yordanov, numéro deux d'Un tel peuple existe, ne veut pas diriger un futur gouvernement. Il a indiqué vouloir éviter la formation d'« un cabinet avec la corde au cou qui le ferait s'exposer à tout moment à être renversé par le parlement ». « Pour arriver à la constitution d'un gouvernement stable, nous ne devons pas exclure la possibilité de troisièmes élections législatives, voire d'un quatrième scrutin » a-t-il ajouté.

[1] Cette mobilisation était consécutive à un scandale immobilier qui avait éclaté en mars de l'année précédente dans lequel plusieurs membres des Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie, dont les ministres de la Justice, des Sports, de l'Énergie et de la Culture, étaient impliqués.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.